



AU DELA DU 21 NOVEMBRE ... VERS UN PRINTEMPS DOUANIER

L'intersyndicale s'est réunie le 27 novembre afin de faire le bilan de la journée du 21 et de tracer des perspectives.

Ainsi que le Ministère l'a reconnu lui-même, la mobilisation fut forte, tant en termes de rassemblement des personnels que de participation au mouvement de grève.

Voilà maintenant plusieurs mois que la situation est bloquée.

- Aucune organisation syndicale ne valide les orientations vers une Douane « ultra light », telle que prévue par le projet stratégique pour la Douane (PSD).

- Les Etats Généraux, lucarne ouverte sur le monde extérieur, ont démontré, de façon on ne peut plus nette, que le propos pour la DGDDI ne peut se réduire à une fuite en avant vers une pseudo-compétitivité, qui ne répond pas aux attentes de la société. Par ailleurs, de plus en plus de voix s'expriment, s'agissant de l'espace national et européen, en faveur d'autre chose qu'une simple zone commerciale s'affranchissant de toute régulation.

- Par leur engagement lors de la journée du 21, les agents ont donné un mandat extrêmement clair à leurs représentants, à savoir promouvoir une autre vision d'un service qui doit être au cœur des enjeux actuels.

Ce mandat, nous l'exercerons fortement et fermement à la fois sur la durée et en tous lieux, tant par rapport à nos convictions vis-à-vis du rôle de notre direction que par égard pour tous les agents qui la composent.

Cette résistance est tout sauf un combat d'arrière-garde. Eu égard aux éléments développés ci-dessus, il appartient maintenant aux autorités politiques d'apporter une réponse aux attentes exprimées.

Une position de fermeture (ou même toute évolution uniquement marginale) ne pourra être interprétée autrement que comme un nouvel acte de défiance.

Dans l'intervalle, la totalité des organisations syndicales douanières prennent les dispositions suivantes :

- Nous invitons les intersyndicales locales à se saisir de toutes les occasions afin d'exprimer le rejet profond de ce plan et de porter le débat à la connaissance du public, des élus, ainsi que des médias. Dans cette perspective, il est impératif qu'aucune discussion n'ait lieu concernant le PSD au plan local.

- Nous appuyons toutes les initiatives locales destinées à rendre l'opposition à ce plan évidente, tant dans la douane qu'à l'extérieur.

- Nous poursuivrons toutes les actions nationales de nature à faire sortir le débat du champ de la seule direction générale des Douanes (Parlement, intervention des Fédérations des Finances, médias, ...) De même, nous porterons le dossier également au niveau communautaire.

- Sur un registre proche, vos organisations syndicales suivront de très près les travaux du Comité d'Evaluation et de Contrôle des Politiques Publiques (Parlement), obtenus par le travail de l'intersyndicale après les travaux au Conseil Economique, Social et Environnemental .

Nous prendrons également diverses initiatives spécifiques, relatives aux enjeux portés par la question de l'avenir de la Douane.

Nous nous inscrivons dans la durée et vous proposons d'ores et déjà d'autres temps forts :

- **7 et 14 décembre : actions de médiatisation vers le public et les consommateurs**
- **21 Janvier : une journée d'actions en régions (DI / DR)**
- **20 Mars : un Printemps Douanier, par une grande manifestation des Douanes**

(nous vous adresserons les informations au fur et à mesure)

Dans cette perspective, nous invitons l'ensemble des personnels à se réunir en assemblée générale, afin de décider des actions qui localement, populariseront et ancreront partout la conviction qu'une autre Douane est indispensable à notre société.

Paris le 28 novembre 2013